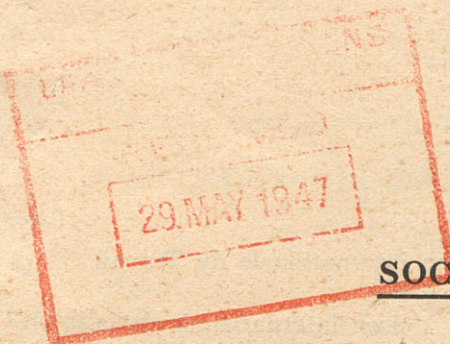


50/44023/43844

71

C. 4. M. 4. 1947.



Genève, le 1<sup>er</sup> mai 1947. ✓

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Comité de Liquidation

**QUATRIÈME RAPPORT  
PROVISOIRE**

(couvrant la période du 1<sup>er</sup> mars au 30 avril 1947)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
REMARQUES PRÉLIMINAIRES . . . . .	2
<i>Chapitre 1. — TRANSFERTS EFFECTUÉS DEPUIS LE 28 FÉVRIER 1947:</i>	
I. Avoirs, Fonds, etc., transférés . . . . .	3
II. Personnel transféré lors de la cessation des activités de la Société . . . . .	4
<i>Chapitre 2. — TRANSFERTS EN COURS A LA DATE DU 30 AVRIL 1947:</i>	
Avoirs, fonds, etc.:	
A. Transferts à l'Organisation des Nations Unies encore en voie de règlement. . . . .	4
B. Transferts à l'Organisation internationale du Travail encore en voie de règlement . . . . .	4
<i>Chapitre 3. — SERVICES, FONDS, ETC., NON TRANSFÉRABLES, LIQUIDÉS DEPUIS LE 28 FÉVRIER 1947:</i>	
Office Nansen. . . . .	5
<i>Chapitre 4. — QUESTIONS DE PERSONNEL:</i>	
a) Situation du personnel du Secrétariat . . . . .	6
b) Indemnités accordées au personnel du Haut Commissaire pour les Réfugiés . . . . .	6
<i>Chapitre 5. — RÉCLAMATIONS . . . . .</i>	
	6
<i>Chapitre 6. — QUESTIONS FINANCIÈRES:</i>	
a) Dépenses de liquidation afférentes à l'année 1947 . . . . .	7
b) Comptes vérifiés et rapports du Commissaire aux comptes . . . . .	7
c) Situation en ce qui concerne les contributions reçues pendant la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 avril 1947 et les contributions restées impayées à la date du 30 avril 1947 . . . . .	7

Annexes.

	Pages
1. Note sur le transfert du Compte d'avances à l'Organisation internationale du Travail	8
2. Protocole relatif au transfert de la garde du Fonds de la Maison internationale de la Presse . . . . .	9
3. Protocole concernant le transfert du Fonds de dotation de la Bibliothèque . . . . .	10
4. Correspondance échangée avec l'Organisation des Nations Unies, au sujet de la garde et de l'utilisation des archives de la Société des Nations . . . . .	12
5. Protocole provisoire relatif à l'inventaire définitif prévu par le Plan Commun . . . . .	14
6. Relevé des contributions reçues au cours de la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 avril 1947, et des contributions restées impayées à la date du 30 avril 1947 .	15

---

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Lorsque le Comité présenta aux gouvernements son Troisième Rapport provisoire<sup>1</sup> en date du 1<sup>er</sup> mars 1947, il espérait que son prochain rapport trimestriel constituerait le document final annonçant l'achèvement de la tâche du Comité et sa propre dissolution. Cet espoir n'a pu se réaliser. Le transfert de certains avoirs et fonds à l'Organisation des Nations Unies et à l'Organisation internationale du Travail s'est heurté à des difficultés d'ordre technique qui sont en voie d'être surmontées. En outre, à la suite des mesures prises par le Comité, des contributions demeurées impayées continuent à être versées. Au cours du mois d'avril, une somme de 3.458.318,55 francs suisses a été reçue, et certains gouvernements qui ont conclu des arrangements en vue de s'acquitter de leurs obligations, mais qui n'ont pas encore effectué de versement, ont fait connaître leur intention de verser très prochainement les sommes dont ils sont redevables à la Société des Nations.

Etant donné que les opérations de liquidation se poursuivent, le Comité a jugé utile de présenter aux gouvernements un quatrième rapport de situation sur les travaux accomplis pendant la période s'étendant du 1<sup>er</sup> mars au 30 avril 1947.

Le Comité a tenu une nouvelle série de réunions entre le 10 et le 22 avril 1947. Deux membres du Comité — M. F. T. Cheng et M. S. Jacklin — n'ont pu y assister; un certain nombre de questions ont pu être réglées définitivement au cours de ces réunions, ainsi qu'il ressort du présent rapport. Des progrès importants ont été réalisés dans toutes les questions restant à régler, telles que les conditions du transfert, à l'Organisation internationale du Travail, de la Caisse des pensions du personnel et du Fonds de pensions des Juges.

---

<sup>1</sup> Les Premier, Deuxième et Troisième Rapports provisoires, auxquels le présent Rapport renvoie à plusieurs reprises, ont été publiés sous les cotes C.83.M.83.1946, C.89.M.89.1946 et C.3.M.3.1947.

CHAPITRE 1

TRANSFERTS EFFECTUÉS DEPUIS LE 28 FÉVRIER 1947<sup>1</sup>

I. AVOIRS, FONDS, ETC., TRANSFÉRÉS

Objet	Transféré à	Date du transfert
Compte d'avances . . . . .	Organisation internationale du Travail	10 avril 1947

Transféré conformément à la résolution ci-après, adoptée par l'Assemblée le 18 avril 1946:

« Sous réserve du maintien des droits à remboursement détenus par les Etats possédant une quote-part dans le Compte d'avances, la totalité du solde de ce Compte sera transférée à l'Organisation internationale du Travail pour être utilisée par elle comme Compte d'avances » (voir Premier Rapport provisoire, document C.83.M.83.1946, Annexe 1, paragraphe 20, page 11).

On trouvera à l'Annexe 1 une note sur le transfert du Compte d'avances à l'Organisation internationale du Travail.

Fonds de la Maison internationale de la Presse (garde du Fonds) . . . . .	Organisation des Nations Unies	15 avril 1947
---	--------------------------------	---------------

Transféré conformément à la recommandation de la Commission de contrôle, approuvée par l'Assemblée dans sa résolution du 18 avril 1946 (voir Rapport de la Commission de contrôle sur les travaux de sa centième session, document A.19.1946.X, Appendice, section V, paragraphe 11).

Le texte du Protocole relatif au transfert de la garde du Fonds, signé le 11 avril 1947, figure à l'Annexe 2.

Fonds de dotation de la Bibliothèque . . . . .	Organisation des Nations Unies	15 avril 1947
--	--------------------------------	---------------

L'Annexe 3 contient le texte d'un protocole signé le 14 avril 1947, relatif au transfert à l'Organisation des Nations Unies du Fonds de dotation de la Bibliothèque. A ce protocole est joint un règlement provisoire concernant la gestion de ce Fonds lorsque celui-ci aura été remis à la garde de l'Organisation des Nations Unies. En approuvant ce protocole ainsi que ce règlement provisoire, le Comité constate avec satisfaction que le Fonds et les revenus qu'il produit continueront à être utilisés conformément aux intentions du généreux donateur, M. John D. Rockefeller Jr.

Le solde définitif de ce Fonds, augmenté du solde du Fonds de construction de la Bibliothèque, qui a été constitué exclusivement au moyen de crédits provenant des budgets de la Société, sera indiqué dans le rapport final du Comité.

Le règlement provisoire concernant la gestion de ce Fonds devra être approuvé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette approbation est attendue prochainement.

Fonds pour les travaux de réfection (quote-part dans le) . . . . .	Organisation internationale du Travail	
--	--	--

Conformément au paragraphe 13 (1) de la résolution de l'Assemblée du 18 avril 1946, le Comité a autorisé le Secrétaire général à transférer à l'Organisation internationale du Travail la quote-part qu'il détient dans le *Fonds pour les travaux de réfection*, calculée au prorata du coût de la construction des bâtiments du Secrétariat et du Bureau international du Travail. Le montant ainsi transféré à l'Organisation internationale du Travail sera indiqué dans le rapport final du Comité. Le solde sera versé aux fonds généraux de la Société.

Archives de la Société des Nations . . . . .	Organisation des Nations Unies	
--	--------------------------------	--

Ainsi qu'il a été indiqué dans les précédents rapports, les archives de la Société des Nations ont été officiellement transférées à l'Organisation des Nations Unies à la date du 1<sup>er</sup> août 1946, conformément aux stipulations du « Projet commun »; mais certaines questions relatives à l'entretien et à l'utilisation de ces archives ont été réservées en vue de leur discussion par les deux administrations.

Cette question a été examinée au cours de conversations qui ont eu lieu à Genève au mois de février dernier et qui ont abouti à un accord dont on est en droit de penser qu'il assurera la conservation des archives comme documents historiques et en même temps mettra l'Organisation des Nations Unies en mesure de les consulter à l'occasion des travaux courants que lui imposent les activités de la Société qu'elle a maintenant assumées.

On trouvera les détails de cet accord à l'Annexe 4.

<sup>1</sup> Les transferts effectués avant le 1<sup>er</sup> mars 1947 sont énumérés dans les Premier, Deuxième et Troisième Rapports provisoires.

## II. PERSONNEL TRANSFÉRÉ LORS DE LA CESSATION DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Depuis la publication du dernier rapport, un fonctionnaire de la première Division a quitté le Secrétariat pour occuper un poste dans l'Organisation des Nations Unies.

### CHAPITRE 2

#### TRANSFERTS EN COURS A LA DATE DU 30 AVRIL 1947

##### AVOIRS, FONDS, ETC.

###### A. *Transferts à l'Organisation des Nations Unies encore en voie de règlement.*

###### a) *Avoirs dont l'évaluation n'est pas encore terminée*<sup>1</sup>.

Le Secrétaire général de la Société des Nations et le Directeur de l'Office européen des Nations Unies, représentant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ont signé, le 6 mars 1947, un protocole provisoire relatif à l'évaluation de certains des avoirs qui ont été transférés à l'Organisation des Nations Unies en application du « Projet commun » et dont l'évaluation définitive avait été réservée.

Le texte de ce Protocole provisoire figure à l'Annexe 5.

L'évaluation définitive des avoirs de la Société transférés à l'Organisation des Nations Unies, en application du « Projet commun » a été arrêtée à 46.194.569,29 francs suisses, soit une diminution de 1.436.949,32 francs suisses par rapport à l'évaluation indiquée dans le tableau provisoire<sup>2</sup> joint en annexe au « Projet commun » approuvé le 12 février 1946 par l'Assemblée générale des Nations Unies, et une augmentation de 489.936,43 francs suisses par rapport à l'évaluation figurant dans le tableau modifié<sup>3</sup> approuvé par l'Assemblée finale de la Société.

Les principales modifications apportées à l'évaluation indiquée dans le premier tableau<sup>2</sup> (provisoire) joint au « Projet commun », sont les suivantes :

La valeur fixée pour le bâtiment du Secrétariat et la Salle des Assemblées est augmentée de 189.085,40 francs suisses, principalement en raison des travaux qui ont été entrepris, sur les instructions du Comité, en vue de l'achèvement de la Salle des Assemblées et du règlement de deux cas litigieux mentionnés dans le Troisième Rapport provisoire (page 9).

La valeur attribuée au poste « Mobilier, installations diverses, machines à écrire, etc., à l'usage du Secrétariat », a été réduite de 52.248,66 francs suisses alors que le même poste, en ce qui concerne la Cour permanente de Justice internationale, a été réduit de 78.204,65 francs suisses.

L'estimation primitive de la valeur des stocks de publications a été portée de 50.000 à 400.000 francs suisses, ce qui implique pour le poste (6) du tableau révisé, une augmentation totale de 332.968,29 francs suisses. Il convient de signaler, à cet égard, que lorsque le « Projet commun » fut élaboré à Londres au début de 1946, on ne disposait pas des données nécessaires pour procéder à une évaluation précise de ce poste. Il y a lieu de faire figurer en regard de cette augmentation une réduction de la valeur du poste « livres, papeterie, etc., pour la Cour de La Haye », correspondant à 236.033,65 francs suisses.

Enfin, à la suite d'un nouvel examen effectué par les deux Administrations, le poste « livres de la bibliothèque de Genève » accuse une réduction de 1.592.516,05 francs suisses, par rapport au chiffre figurant dans le premier tableau (provisoire), les livres qui ont été obtenus par voie d'échange ou à titre de dons étant transférés gratuitement.

Le Comité a approuvé le protocole provisoire, ainsi que le tableau révisé; il espère que l'approbation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et celle du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, requises l'une et l'autre aux termes du Protocole, pourront lui parvenir prochainement.

###### b) *Fonds extra-budgétaires*<sup>4</sup>.

*Fonds Léon Bernard; Fondation Darling.* — Les négociations entreprises pour assurer le transfert de la gestion de ces deux fonds, sont sur le point d'être terminées.

###### B. *Transferts à l'Organisation internationale du Travail encore en voie de règlement.*

###### *Caisse des pensions du personnel et Fonds de pensions des Juges.*

Les négociations engagées avec l'Organisation internationale du Travail et portant sur les mesures financières qu'il conviendrait de prendre pour renforcer, au moyen de fonds de la Société, cette Caisse et ce Fonds en vue de leur assurer une situation financière satisfaisante avant leur transfert, se poursuivent activement.

<sup>1</sup> Voir notes de renvoi 4 et 5 du tableau joint au « Projet commun » qui est reproduit dans le Premier Rapport provisoire, Annexe 1, Appendice, page 13.

<sup>2</sup> Voir document A.8.1946.X.

<sup>3</sup> Voir document A.5.1946.X, reproduit dans l'Appendice au Rapport de la deuxième Commission (Finances) à l'Assemblée finale (document A.32(1).1946.X).

<sup>4</sup> La recommandation de la Commission de contrôle, approuvée le 18 avril 1946 par l'Assemblée, et relative à l'utilisation de ces fonds, figure dans le rapport de la Commission sur les travaux accomplis au cours de sa centième session (document A.19.1946.X, pages 7-8).

Le Comité a estimé qu'il lui serait très utile, non seulement à lui-même, mais aussi à l'Organisation internationale du Travail, pour prendre sur cette question une décision comportant toutes garanties de prudence, de pouvoir consulter des personnalités dont l'autorité est unanimement reconnue dans le monde de la banque et des affaires. En conséquence, il s'est mis en rapport avec les membres du Comité des Placements de la Caisse des pensions du personnel, qui auraient été priés par l'Organisation internationale du Travail de conserver leurs fonctions après que le transfert aura été effectué. Deux de ces membres, le comte de Chalendar et le colonel Maxwell, ont bien voulu venir à Genève pour faire bénéficier le Comité de leurs conseils.

Le Comité espère que cette consultation, dont les résultats sont communiqués à l'Organisation internationale du Travail, permettra de fonder sur une base solide la reprise définitive de la gestion de cette Caisse par l'Organisation internationale du Travail lors de la prochaine réunion du Conseil d'administration en juin 1947.

En ce qui concerne le Fonds de pensions des Juges, les consultations se poursuivent également avec l'Organisation internationale du Travail, compte tenu des avis d'experts indépendants qui ont été obtenus.

### CHAPITRE 3

#### SERVICES, FONDS, ETC., NON TRANSFÉRABLES, LIQUIDÉS DEPUIS LE 28 FÉVRIER 1947<sup>1</sup>

##### *Office Nansen.*

L'Assemblée de la Société des Nations ayant décidé définitivement, en 1938, que l'activité de l'Office international Nansen pour les réfugiés devait prendre fin le 31 décembre 1938, l'Office se trouve en état de liquidation depuis 1939. Les conditions dans lesquelles s'est déroulée la liquidation de l'Office sont exposées dans un rapport définitif que le liquidateur, M. de Verchère de Reffye, a présenté, le 15 avril 1947, au Comité de liquidation de la Société des Nations. Ce rapport indique que la liquidation de l'Office peut maintenant être considérée comme terminée.

Se conformant à la résolution prise par la vingt et unième et dernière Assemblée de la Société des Nations, le Comité de liquidation avait pris les mesures nécessaires pour que la liquidation dudit Office, pour laquelle la Société des Nations n'encourt aucune responsabilité, se terminât avant la clôture de ses propres travaux. Au cours d'une réunion tenue en février 1947, le Comité a entendu un exposé de M. de Reffye et a adopté, le 18 février, une décision dont le texte est reproduit au Chapitre 4 de son Troisième Rapport provisoire<sup>2</sup>.

Avec la liquidation de l'Office Nansen se termine la tâche principale de M. de Reffye. Les frais entraînés par cette liquidation ont été et pourront encore pendant quelque temps être imputés au Fonds administratif que la Société des Nations avait alloué à cette fin au liquidateur et dont sera reversé par lui le reliquat à la Société des Nations.

Dans l'exposé qu'il a présenté au Comité de liquidation au mois de février dernier, M. de Reffye a signalé que la liquidation de l'Office Nansen avait été retardée par les difficultés que lui occasionnait la liquidation du Fonds autonome du Proche-Orient, créé jadis pour l'installation des réfugiés arméniens en Syrie et au Liban.

Conformément à sa décision du 18 février 1947, le Comité de liquidation a pris acte des déclarations faites par M. de Reffye et du programme établi par lui pour la liquidation du Fonds autonome. Ce programme établissait une distinction très nette entre la liquidation du Fonds autonome et celle de l'Office Nansen proprement dit, de telle sorte que les difficultés soulevées par l'une ne viendraient pas entraver l'achèvement de l'autre. Ainsi que le fait clairement ressortir la décision du 18 février, la Société des Nations n'encourt, du fait de la liquidation du Fonds du Proche-Orient, aucune responsabilité quelconque. Le programme établi par M. de Reffye semble avoir tenu compte de tous les intérêts en jeu. Avec l'appui des Gouvernements syrien et libanais, la liquidation de ce Fonds s'accomplira sans doute dans les meilleures conditions possibles. M. de Reffye a bien voulu, après la liquidation de l'Office Nansen, continuer à se tenir à la disposition des parties intéressées et à mettre sa longue expérience au service d'une œuvre à laquelle il a déjà pris un si vif intérêt et qu'il s'agit maintenant de mener à son terme. Le rapport final concernant la liquidation du Fonds du Proche-Orient, qui semble devoir prendre encore un certain temps, sera présenté aux créanciers dudit Fonds par M. de Reffye qui, à cet égard, sera assisté par le Comité de liquidation de l'Office Nansen, créé par son prédécesseur, le juge Hansson (décédé en 1944) et renouvelé par M. de Reffye en 1947 en vue de la liquidation du Fonds. En vertu des pouvoirs qu'a conférés au liquidateur une résolution du 25 novembre 1938 du Conseil d'administration de l'Office Nansen, M. de Reffye a donné mandat à M. Abdallah Ishac, avocat libanais et avocat-conseil de la légation du Liban à Paris, ancien député de Beyrouth et membre du Comité de liquidation de l'Office Nansen, de surveiller les travaux de cette liquidation; M. Ishac, qui a accompagné M. de Reffye au cours de son voyage à Genève lorsqu'il est venu y présenter son rapport final sur la liquidation de l'Office Nansen, se rendra à cette fin dans le Proche-Orient. Les dépenses entraînées par la liquidation du Fonds du Proche-Orient seront supportées par le Fonds lui-même.

<sup>1</sup> Les services, fonds, etc., liquidés avant le 1<sup>er</sup> mai 1947, sont énumérés dans les Premier, Deuxième et Troisième Rapports provisoires du Comité.

<sup>2</sup> Document C.3.M.3. 1947, page 6.

Aucune rémunération n'est prévue pour le poste de liquidateur de l'Office Nansen. Toutefois, le prédécesseur de M. de Reffye, le juge Hansson, recevait une indemnité mensuelle pendant la durée des séjours à Paris que lui imposaient les travaux de liquidation de l'Office, et le Comité estime qu'il y a lieu de tenir compte à M. de Reffye de l'inlassable dévouement avec lequel il s'est acquitté de sa tâche. Le Comité a donc recommandé qu'une indemnité globale de 3.000 francs suisses, dont le montant sera imputé sur le solde du Fonds administratif, soit attribuée à M. de Reffye.

#### CHAPITRE 4

#### QUESTIONS DE PERSONNEL

##### a) Situation du personnel du Secrétariat.

Le tableau suivant fait ressortir la réduction progressive du personnel du Secrétariat depuis le 1<sup>er</sup> juin 1946:

	1946			1947	
	1 <sup>er</sup> juin	1 <sup>er</sup> août	30 nov.	28 février	30 avril
Hauts fonctionnaires . . . . .	4	3	2	2	2
Première division . . . . .	37	22	6	5	4
Deuxième division . . . . .	97	50	17	13	13
Troisième division . . . . .	21	1	—	—	—
Non classés . . . . .	87	—	—	—	—
	246	76	25	20	19

Les chiffres ci-dessus comprennent tout le personnel émergeant au budget du Secrétariat, y compris les personnes employées aux opérations de liquidation.

La colonne de droite comprend un fonctionnaire de la première Division et un fonctionnaire de la deuxième Division qui ont été transférés, le 1<sup>er</sup> janvier 1947, au Bureau international du Travail, mais qui sont détachés au Secrétariat, à titre temporaire, pour les opérations de liquidation.

##### b) Indemnités accordées au personnel du Haut Commissaire pour les Réfugiés.

Dans une lettre datée du 10 septembre 1946, le Haut Commissaire a prié le Comité de liquidation d'appliquer à son personnel les dispositions contenues dans la résolution adoptée le 18 avril 1946 par l'Assemblée, relative aux indemnités accordées au personnel du Secrétariat. Dans la liste soumise à cet effet figuraient les noms du Délégué général et du Délégué général adjoint du Haut Commissaire à Paris ainsi que ceux de quatre secrétaires les assistant.

Bien que le Haut Commissaire et son personnel ne soient pas régis par le Statut du personnel du Secrétariat et que, en conséquence, la décision adoptée par l'Assemblée au sujet du personnel du Secrétariat ne leur soit pas strictement applicable, le Comité, après avoir entendu un exposé du Haut Commissaire, Sir Herbert Emerson, au cours de sa séance du 13 février 1947, ainsi que des explications complémentaires présentées par le Haut Commissaire adjoint, le Dr G. Kullmann, le 22 avril 1947, a décidé, par souci d'équité et afin de reconnaître le dévouement et le zèle dont les intéressés ont fait preuve pendant les années les plus difficiles de la guerre et la période qui a suivi, de leur accorder les avantages prévus par l'Assemblée pour les fonctionnaires du Secrétariat dans les conditions recommandées par la Commission de contrôle dans son Rapport sur les travaux de sa quatre-vingt-dix-neuvième session<sup>1</sup>.

La somme nécessaire à cet effet sera indiquée dans le rapport final du Comité.

#### CHAPITRE 5

#### RÉCLAMATIONS

Le Comité a réglé un certain nombre de réclamations présentées à l'égard de la Société des Nations; il l'a fait conformément à ses usages, en se fondant sur la valeur juridique des titres présentés par les intéressés.

<sup>1</sup> Document A.14.1946.X, Section B.

CHAPITRE 6

QUESTIONS FINANCIÈRES

a) *Dépenses de liquidation afférentes à l'année 1947.*

Le Comité a autorisé le Secrétaire général à continuer, au cours du mois de juin 1947, à engager des dépenses pour la liquidation de la Société, dans une proportion analogue à celle qui a été approuvée pour les mois précédents de cette année<sup>1</sup>, compte tenu des rajustements nécessaires, dans le crédit prévu pour les traitements, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 1947, pour que les traitements du personnel du Comité soient alignés sur ceux qui sont maintenant en vigueur à Genève dans des organisations analogues.

b) *Comptes vérifiés et Rapports du Commissaire aux comptes.*

i) *Comptes vérifiés de la Société pour le Vingt-huitième exercice financier (1946) et Rapport pertinent du Commissaire aux comptes (document C.2.M.2.1947.X).*

Le Comité a examiné, en consultation avec le Commissaire aux comptes, les comptes vérifiés de la Société des Nations pour 1946 et les a approuvés; ces comptes vérifiés seront communiqués aux gouvernements dans un document distinct.

ii) *Vérification des comptes définitifs du Fonds humanitaire et du Fonds d'établissement des réfugiés de la Sarre, mis à la disposition du Haut Commissaire pour les Réfugiés, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1946 et Rapport pertinent du Commissaire aux comptes.*

Le Comité a examiné, en consultation avec le Commissaire aux comptes, les comptes définitifs du Fonds humanitaire et du Fonds d'établissement des réfugiés de la Sarre, mis à la disposition du Haut Commissaire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1946, et il les a approuvés. Comme l'indique le Troisième Rapport provisoire, au chapitre 1, page 3, les soldes de ces deux Fonds ont été transférés, le 31 décembre 1946, au Comité intergouvernemental pour les réfugiés en vue de leur transfert ultérieur à l'Organisation internationale pour les réfugiés. Au 31 décembre dernier, ces soldes s'élevaient respectivement à:

	Francs suisses
a) Fonds humanitaire . . . . .	238.665,28
b) Fonds de la Sarre . . . . .	45.999,19

iii) *Comptes vérifiés de l'Office international Nansen pour les réfugiés, en liquidation, jusqu'au 17 avril 1947 et Rapport pertinent du Commissaire aux comptes.*

Le Comité a pris acte du Rapport pertinent du Commissaire aux comptes. Le solde définitif du Fonds administratif qui avait été constitué au moyen de contributions prélevées sur le budget de la Société, sera remboursé à la Société. La somme dont il s'agit sera indiquée dans le Rapport définitif du Comité.

iv) *Comptes vérifiés de l'Union internationale de Secours pour l'exercice financier 1946 et Rapport du Commissaire aux comptes.*

Le Comité a pris acte du Rapport pertinent du Commissaire aux comptes. Le Secrétaire général par intérim de l'Union a fait connaître au Comité que la question de la revision de la Convention du 12 juillet 1927 qui instituait l'Union, et du Statut qui lui est annexé, sera évoquée, en raison de la dissolution de la Société des Nations, devant le quatrième Conseil général de l'Union qui se réunira à Genève les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juillet 1947.

v) *Comptes vérifiés de l'Institut international de Coopération intellectuelle pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1946 au 12 avril 1947 et Rapport pertinent du Commissaire aux comptes.*

Le Comité a pris acte du Rapport pertinent du Commissaire aux comptes.

c) *Situation en ce qui concerne les contributions reçues pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 1947 et les contributions restées impayées à la date du 30 avril 1947.*

On trouvera dans l'Annexe 6, un relevé des contributions versées depuis la publication du Troisième Rapport provisoire et des contributions encore dues à la date du 30 avril 1947. Comme le montre ce relevé, un certain nombre de contributions continuent à être versées, mais quelques Etats n'ont pas encore été en mesure de se conformer à la demande formulée dans le dernier Rapport du Comité au sujet du paiement de leurs arriérés à la date du 15 mars écoulé. Une active correspondance est en cours avec les Etats qui ne se sont pas encore acquittés de leurs obligations.

**Comme le prescrit le paragraphe 6 de la résolution adoptée le 18 avril 1946 par l'Assemblée, les Etats qui, lors de l'achèvement de la liquidation, ne se seront pas acquittés de leurs dettes envers la Société, verront leur nom figurer dans le Rapport définitif du Comité comme ayant manqué à leurs obligations.**

<sup>1</sup> Voir Deuxième Rapport provisoire, chapitre 8 a), page 5.

ANNEXE 1

NOTE SUR LE TRANSFERT DU COMPTE D'AVANCES A L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

1. La Commission de contrôle, dans son Rapport sur les travaux de sa centième session (document A.19.1946.X) a formulé, à l'intention de la vingt et unième et dernière session de l'Assemblée, la recommandation suivante :

« La Commission recommande que, le Compte d'avances ayant été créé à l'intention de l'Organisation internationale du Travail aussi bien que des autres organisations de la Société, le montant total des crédits des Etats membres dont, à la date de la liquidation, la situation sera satisfaisante à l'égard de la Société, soit transféré à l'Organisation internationale du Travail, qui accepte d'assumer, envers ces Etats membres, pour les crédits en question, les responsabilités pertinentes, selon les mêmes principes qui ont été jusqu'ici suivis par la Société. »

2. Le 18 avril 1946, l'Assemblée de la Société des Nations a adopté la résolution suivante :

« Sous réserve du maintien des droits à remboursement détenus par les Etats possédant une quote-part dans le Compte d'avances, la totalité du solde de ce Compte sera transférée à l'Organisation internationale du Travail pour être utilisée par elle comme compte d'avances. » (Voir document A.32.(1).1946.X, page 15.)

3. Si l'on se réfère aux Comptes vérifiés de la Société pour l'année 1946 (voir document C.2.M.2.1947.X), le solde du Compte, au 31 décembre 1946, se chiffrait par 3.728.982,85 francs suisses.

Ce solde a été transféré, le 10 avril 1947, à l'Organisation internationale du Travail, et cette organisation assume maintenant les responsabilités pertinentes envers les Etats membres qui possèdent une quote-part dans ce Compte.

4. Relevé indiquant le montant des comptes créditeurs des Etats membres de la Société des Nations dans le Compte d'avances à la date du 10 avril 1947.

	Francs suisses	Francs-or
1. Union Sud-Africaine . . . . .	352.443,20	249.285,39
2. Australie . . . . .	373.179,50	263.952,28
3. Belgique . . . . .	222.776,75	157.571,38
4. Royaume-Uni . . . . .	496.656,45	351.288,34
5. Canada . . . . .	390.144,60	275.951,83
6. Danemark . . . . .	152.287,70	107.714,08
7. Inde . . . . .	446.218,55	315.613,31
8. Irlande . . . . .	9.412,55	6.657,56
9. Norvège . . . . .	150.307,40	106.313,40
10. Nouvelle-Zélande . . . . .	57.750,40	40.847,24
11. Pays-Bas . . . . .	218.925,25	154.847,30
12. Portugal . . . . .	147.385,85	104.246,98
13. Suède . . . . .	228.431,65	161.571,22
14. Suisse . . . . .	222.776,65	157.571,38
15. Tchécoslovaquie . . . . .	260.286,35	184.102,23
Total du Compte . . . . .	<u>3.728.982,85</u>	<u>2.637.533,92</u>



ANNEXE 2

PROTOCOLE RELATIF AU TRANSFERT DE LA GARDE DU FONDS  
DE LA MAISON INTERNATIONALE DE LA PRESSE

M. SEAN LESTER, Secrétaire général de la Société des Nations, et M. WŁODZIMIERZ MODEROW, Directeur de l'Office européen des Nations Unies représentant le Secrétaire général des Nations Unies:

Considérant que l'Assemblée de la Société des Nations a adopté le 18 avril 1946, au cours de sa vingt et unième et dernière session, une décision aux termes de laquelle les Nations Unies, sous réserve que cette Organisation ait un bureau dans le Palais des Nations à Genève, seront priées d'accepter la garde du Fonds de la Maison internationale de la Presse (appelé ci-après « le Fonds »), créé au moyen des cotisations de certains Etats membres de la Société des Nations et de l'Association internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations, en vue de la construction à Genève d'une Maison internationale de la Presse;

Considérant que le Secrétaire général des Nations Unies a consenti à accepter, en lieu et place du Secrétaire général de la Société des Nations, la garde du Fonds dans l'intérêt de l'Association internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations; et

Considérant que, par sa lettre du 20 mars 1947, le Président de l'Association internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations a prié le Secrétaire général de la Société des Nations de transférer la garde du Fonds au Secrétaire général des Nations Unies, qui l'assurera aux termes et conditions auxquels elle a été assurée jusqu'à présent par le Secrétaire général de la Société des Nations;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

1. Le transfert de la garde du Fonds de la Maison internationale de la Presse du Secrétaire général de la Société des Nations au Secrétaire général des Nations Unies aura lieu le 15 avril 1947 et le transfert du solde restant au compte du Fonds à cette date aura lieu aussitôt que possible après.

2. Le Secrétaire général des Nations Unies agira en qualité de dépositaire dudit Fonds au nom du Président de l'Association internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations aux termes et conditions auxquels la garde du Fonds a été assurée jusqu'à présent par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. La gestion et le contrôle de l'actif du Fonds seront soumis aux dispositions des Règlements financiers des Nations Unies et, en particulier, du Règlement N° 23.

4. Les avoirs du Fonds s'élevaient au 31 mars 1947 à 109.464,10 francs suisses et étaient placés à cette date comme suit:

	Francs suisses
1. Compte de dépôt en or (Londres) . . . . .	108.291,10
2. Compte courant en francs suisses (Genève) . . . . .	1.173,—
Total . . . . .	<u>109.464,10</u>

FAIT en double à Genève, le 11 avril 1947.

(Signé) W. MODEROW.

(Signé) SEAN LESTER.

ANNEXE 3

PROTOCOLE CONCERNANT LE TRANSFERT  
DU FONDS DE DOTATION DE LA BIBLIOTHÈQUE

M. SEAN LESTER, Secrétaire général de la Société des Nations, et M. WŁODZIMIERZ MODEROW, Directeur de l'Office européen des Nations Unies représentant le Secrétaire général des Nations Unies:

Considérant:

Que M. John D. Rockefeller Jr. a fait un don à la Société des Nations en vue de l'établissement d'une bibliothèque dans un bâtiment approprié qui ferait partie intégrante du Palais des Nations à Genève;

Que, par une résolution du 25 septembre 1929, l'Assemblée de la Société des Nations a accepté ce don, au moyen duquel a été créé un Fonds de dotation de la Bibliothèque, et, en même temps, a fixé des règles pour la gestion et l'utilisation de ce Fonds;

Que le Projet commun, approuvé par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 12 février 1946 et par une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 18 avril 1946, a prévu le transfert aux Nations Unies, par la Société des Nations, du Bâtiment de la Bibliothèque érigé au moyen du don susdit;

Que, en exécution de ladite résolution de son Assemblée, le Comité de liquidation de la Société des Nations a décidé, le 24 juillet 1946, qu'il est juste et convenable que le Fonds de dotation de la Bibliothèque qui fait partie de ce don « soit transféré aux Nations Unies sous réserve des mesures nécessaires pour assurer que l'objet auquel était destiné ledit Fonds et ses caractéristiques essentielles soient maintenus »;

Que, au cours de la seconde partie de sa première session, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé d'accepter le Fonds de dotation de la Bibliothèque et a autorisé le Secrétaire général à établir, après consultation avec le Secrétaire général de la Société des Nations, des règles relatives à la gestion dudit Fonds, qui assureraient que le Fonds soit réservé de façon permanente pour la fin en vue de laquelle il avait été donné par M. John D. Rockefeller Jr.;

CONVIENNENT QUE

1) Le transfert du Fonds de dotation de la Bibliothèque aux Nations Unies s'effectuera le 15 avril 1947, avec effet à dater du 1<sup>er</sup> août 1946;

2) Le transfert du solde du Fonds de construction de la Bibliothèque, qui deviendra partie intégrante du Fonds de dotation de la Bibliothèque, s'effectuera ultérieurement dès que faire se pourra;

3) A la date du 1<sup>er</sup> août 1946, le Fonds de dotation de la Bibliothèque consistait en valeurs dont le prix coûtant était de 1.706.371,79 francs suisses et en une somme, en espèces, de 98.457,06 dollars des Etats-Unis; et que

4) L'administration, l'utilisation et le contrôle du Fonds de dotation de la Bibliothèque par les Nations Unies seront régis par le Règlement provisoire concernant la gestion du Fonds de dotation de la Bibliothèque, dont le texte est joint et qui a été fixé d'un commun accord par les parties au présent Protocole, ou par tels règles ou règlements que le Secrétaire général des Nations Unies pourra édicter, en vue de remplacer ledit Règlement provisoire, conformément aux fins prévues pour le Fonds en question.

FAIT à Genève, le 14 avril 1947.

(Signé) SEAN LESTER.

(Signé) W. MODEROW.

RÈGLEMENT PROVISOIRE CONCERNANT LA GESTION DU FONDS DE DOTATION DE LA BIBLIOTHÈQUE

1. *Application des règles.*

Les présentes règles régiront la gestion et le contrôle du Fonds de dotation de la Bibliothèque, transféré par le Comité de liquidation de la Société des Nations conformément à sa décision du 24 juillet 1946, et accepté par l'Organisation des Nations Unies conformément à la décision qui a été adoptée par son Assemblée générale au cours de la deuxième partie de sa première session.

2. *Buts du Fonds.*

Les buts généraux pour lesquels le Fonds a été créé comprendront notamment:

a) La garde et le contrôle des placements et des disponibilités en argent liquide qui ont été transférées par la Société des Nations à la date du 1<sup>er</sup> août 1946 ainsi que de toutes les autres sommes provenant de la Société des Nations qui pourraient être affectées à la Bibliothèque, et de tous les dons, legs ou autres sommes d'argent ou biens qui pourront, de temps à autre, être reçus à cet effet.

b) La perception des sommes dues au Fonds à titre de revenus et l'affectation de ces sommes aux besoins de la Bibliothèque.

### 3. *Capital et placements.*

i) La valeur, en capital, du Fonds sera déterminée d'après la valeur, sur le marché, des placements transférés à la date du 1<sup>er</sup> août 1946, de même que le total des fonds en caisse et autres droits monétaires transférés, convertis en dollars des Etats-Unis au cours de change moyen du franc suisse le 1<sup>er</sup> août 1946. Les dons, legs et autres sommes d'argent ou biens reçus par le Fonds, en provenance d'autres parties après le 1<sup>er</sup> août 1946, viendront s'ajouter au capital du Fonds et seront évalués sur la base de la valeur marchande des placements ou autres biens reçus à la date du transfert effectif à l'Organisation des Nations Unies. Les postes exprimés en d'autres monnaies seront convertis en dollars des Etats-Unis au cours du change moyen en vigueur à la date du transfert. Toutes les valeurs achetées par le Fonds seront portées en compte au prix coûtant.

ii) Le capital du Fonds sera placé par le Secrétaire général, agissant en consultation avec un comité de trois membres qui seront désignés par le Secrétaire général, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale.

iii) D'autres placements (y compris le placement des revenus dont la Bibliothèque pourrait ne pas avoir l'usage pour ses besoins courants) ainsi que des modifications dans les placements pourront être effectués par le Secrétaire général, en consultation avec le Comité, toujours sous réserve des dispositions du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies.

iv) Tout profit réalisé à la suite d'une vente ou d'une autre transaction portant sur les placements sera ajouté au capital du Fonds. Par contre toute perte du même genre sera déduite de ce capital.

### 4. *Revenus et dépenses.*

i) Le revenu du Fonds servira uniquement à couvrir les besoins de la Bibliothèque. L'ensemble des revenus du Fonds devra être affecté aux fins autorisées dans le budget adopté par l'Assemblée générale. Tout solde des revenus qui n'aura pas été dépensé au cours d'une année quelconque sera reporté à l'exercice suivant et restera disponible sans limite de temps.

ii) Les prévisions budgétaires soumises chaque année à l'Assemblée générale indiqueront avec les détails nécessaires toutes les dépenses auxquelles on envisage de faire face à l'aide des revenus du Fonds pendant l'année en question ainsi qu'une proposition d'affectation de sommes provenant de ces revenus pour un montant égal au total des dépenses envisagées. Il appartient à l'Assemblée générale de voter ces dépenses ainsi que ces affectations de crédits budgétaires.

iii) Si le crédit prévu pour une année quelconque n'a pas été utilisé aux fins autorisées, le solde restera acquis au Fonds comme revenu non dépensé et restera disponible pour des affectations ultérieures.

iv) Aucune somme ne pourra être prélevée sur le Fonds si ce n'est pour couvrir des dépenses encourues conformément à une disposition budgétaire.

### 5. *Comptes.*

i) Les transactions portant sur le capital et sur les revenus du Fonds feront l'objet de comptes distincts. Les avoirs du Fonds seront séparés des avoirs généraux de l'Organisation des Nations Unies, en tant que fonds détenus en « trust ».

ii) Les comptes annuels de l'Organisation des Nations Unies comprendront en ce qui concerne le Fonds de dotation de la Bibliothèque:

a) Un relevé des placements du Fonds,

b) Un relevé indiquant l'utilisation des revenus du Fonds en regard des dépenses.

Ces deux relevés seront vérifiés de la même manière que les comptes généraux de l'Organisation des Nations Unies.

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE AVEC L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,  
AU SUJET DE LA GARDE ET DE L'UTILISATION DES ARCHIVES DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS

I. LETTRE DE M. W. MODEROW AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Nations Unies.  
Genève, le 24 février 1947.

Dans son câblogramme adressé, le 30 avril 1946, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Pelt suggérait que le problème des archives de la Société des Nations devrait être discuté au sein d'un Comité mixte des deux administrations. Ce Comité mixte, formé de vous-même, pour la Société des Nations, de moi-même, de M. B. A. Renborg, Chef du Service des communications et des archives et de M. Meurig Evans, pour les Nations Unies, s'est réuni, ce matin, dans votre bureau, pour discuter un mémorandum, présenté sur la question, par M. Renborg, et dont copie est jointe à la présente lettre.

Le Comité mixte a été unanimement d'avis que l'application effective, dans l'esprit et dans la lettre, des principes et de la procédure exposés dans cette note, offrirait la plus complète garantie possible pour la préservation des archives de la Société des Nations, et assurerait, en même temps, que le Secrétariat des Nations Unies pourrait avoir accès, dans des conditions convenables, à tous les dossiers de la Société des Nations qui seraient utiles pour son travail.

La procédure envisagée par le transfert, aux pages 2 et 3 de la note, est celle qui a déjà été approuvée par M. Pelt, Secrétaire général adjoint, chargé du Département des Conférences et des Services généraux. Le reste de la note, particulièrement les parties qui traitent des méthodes de sélection et de la question des institutions spécialisées, est subordonné à l'approbation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Je prends immédiatement les mesures nécessaires pour obtenir cette approbation.

(Signé) W. MODEROW,  
Directeur, représentant le Secrétaire général  
des Nations Unies à Genève.

EXTRAIT <sup>1</sup> D'UNE NOTE RELATIVE AU TRANSFERT A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,  
LAKE SUCCESS, DES DOSSIERS DES ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Principes généraux.*

Les dossiers des archives de la Société des Nations ainsi que la documentation de cette organisation constituent des annales irremplaçables et inestimables de l'histoire de la coopération internationale entre les deux guerres mondiales. En outre, elles présentent, dans une large mesure, un intérêt considérable pour les travaux de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions spécialisées qui ont repris ou vont reprendre certaines activités qui relevaient de la Société des Nations.

Si, d'une part, il importe que les archives de la Société des Nations restent à la disposition, à Genève, des personnes qui voudraient les consulter et y étudier l'œuvre accomplie par la Société des Nations, il est, d'autre part, indispensable que certains dossiers, *après une sélection minutieuse*, soient transmis à l'Organisation des Nations Unies à Lake Success, afin d'être à la disposition des Départements intéressés. Il sera peut-être également nécessaire de mettre à la disposition de certaines institutions spécialisées certains dossiers traitant des problèmes particuliers à ces institutions, mais sous réserve également d'une sélection minutieuse.

Deux grands principes fondamentaux ressortent de ces constatations:

1. Il faudrait enlever du Palais des Nations à Genève le moins de dossiers possible. Si l'on enlève certains dossiers, il faudra prendre des mesures en vue d'assurer qu'ils soient conservés intacts et séparés de tous autres documents, afin que, dans l'avenir, l'on puisse reconstituer tous ces dossiers dans leur intégralité.

2. Il faudrait transférer à Lake Success, en vertu du plan prévu, dont l'exposé est donné ci-dessous, les dossiers nécessaires pour ceux des travaux en cours à Lake Success qui ont été transférés de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies, ou ceux qui peuvent être indispensables pour les activités de l'Organisation des Nations Unies parce qu'ils constituent une aide précieuse en ce qui concerne la procédure, les précédents, les négociations et l'historique des différentes questions.

*Procédure proposée pour le transfert des archives à Lake Success.*

1. En ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies à Lake Success, c'est le Chef du Service des Communications et des Archives qui est compétent et responsable en la matière. Sauf sur ses instructions, aucun dossier ne devra sortir des Archives de Genève.

<sup>1</sup> Les passages relatifs à des arrangements d'ordre purement interne ne sont pas reproduits dans le présent extrait.

2. A leur arrivée à Lake Success, les dossiers seront remis à la Section des Archives, qui fait partie du Service des Communications et des Archives, et ils y seront enregistrés et conservés. La Section des Archives mettra les dossiers à la disposition des Départements et Services intéressés pour le laps de temps nécessaire. La Section des Archives sera responsable de la conservation des dossiers dans leur forme initiale, et de leur séparation permanente de toute la documentation et de tous les dossiers de l'Organisation des Nations Unies.

3. Sous aucun prétexte, les dossiers ne seront mutilés et personne ne sera autorisé à en retirer des documents. A cet effet, chaque dossier sera muni d'une fiche imprimée en rouge.

4. Le Service des Archives de Genève tiendra un registre spécial de tous les dossiers transférés à Lake Success.

S'il est constaté qu'après leur transfert à Lake Success certains dossiers ou groupes de dossiers ne sont plus nécessaires, ces dossiers devront être renvoyés à Genève, au cas où ils traiteraient de questions d'une importance primordiale dans l'histoire de la Société des Nations.

Le Chef du Service des Communications et des Archives prendra toutes mesures nécessaires en vue de contrôles périodiques, afin de déterminer si les dossiers en question sont encore nécessaires à Lake Success, ou s'il faut les renvoyer à Genève.

*Institutions spécialisées.*

Le transfert des dossiers de la Société des Nations aux Institutions spécialisées fera l'objet de négociations avec chacune des Organisations intéressées. On propose que les principes et la procédure indiqués ci-dessus soient adoptés toutes les fois que cela sera possible. Au cas où une institution spécialisée s'installerait au Palais des Nations, il est proposé que les dossiers de la Société des Nations traitant des questions qui relèvent de ladite Institution demeurent sous la garde de l'Organisation des Nations Unies, mais à la disposition de l'Institution en question.

(Signé) Bertil A. RENBORG.

Genève, le 24 février 1947.

II. LETTRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS A M. W. MODEROW

Société des Nations,  
Genève, le 27 février 1947.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 24 février contenant les résultats de nos discussions sur l'avenir immédiat des archives de la Société des Nations.

Je partage l'opinion que l'application effective, dans l'esprit et dans la lettre, des principes et de la procédure exposés, offrirait la garantie nécessaire pour la préservation des archives de la Société des Nations et assurerait en même temps que le personnel des Nations Unies pourrait y avoir pleinement accès pour le développement des travaux de caractère international.

Je prends note qu'une partie de l'accord est encore subordonné à l'approbation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et il serait utile que cette approbation pût être obtenue par télégramme.

Puisque nos lettres feront également partie de l'accord intervenu entre nos deux Administrations, puis-je saisir l'occasion d'exprimer l'espoir que, en temps opportun, les autorités de l'Organisation des Nations Unies puissent examiner les voies et moyens qui permettraient d'aménager les archives de la Société des Nations de telle sorte que les étudiants sérieux des affaires internationales de cette période puissent les consulter, avec toutes les précautions nécessaires.

Je joins copie de la présente lettre pour en faciliter la communication à l'Administration centrale.

*Le Secrétaire général:*

(Signé) S. LESTER.

III. LETTRE DE M. W. MODEROW AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Nations Unies,  
Genève, le 17 mars 1947.

En réponse à votre lettre du 27 février concernant l'avenir immédiat des archives de la Société des Nations, j'ai l'honneur de vous informer que je viens de recevoir, du Siège des Nations Unies, Lake Success, un télégramme déclarant que « la procédure visant le transfert des archives de la Société des Nations, exposée dans la note de M. Renborg, du 24 février, a été approuvée par le Secrétaire général ».

*Le Directeur, représentant le Secrétaire général  
de l'Organisation des Nations Unies à Genève:*

(Signé) W. MODEROW.

ANNEXE 5

PROTOCOLE PROVISOIRE  
RELATIF A L'INVENTAIRE DÉFINITIF PRÉVU PAR LE « PLAN COMMUN »

M. SEAN LESTER, Secrétaire général de la Société des Nations, et M. WŁODZIMIERZ MODEROW, Directeur de l'Office de Genève de l'Organisation des Nations Unies représentant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Constatent :

qu'en application du « Plan commun » approuvé par une résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en date du 12 février 1946 et par une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 18 avril 1946;

et en application d'un Accord concernant l'exécution du transfert de certains avoirs de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies, accord conclu par les parties le 19 juillet 1946 et approuvé le 7 décembre 1946 par une résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, qui autorise le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à dresser un inventaire précis en vue d'établir une évaluation définitive de ces avoirs en se concertant avec le Comité consultatif des questions administratives et budgétaires et avec les autorités de la Société des Nations, et prévoit que cet inventaire, une fois approuvé par les organismes intéressés, sera considéré comme définitif;

En conséquence, les SOUSSIGNÉS SONT CONVENUS, sous réserve de l'approbation du Comité consultatif des questions administratives et budgétaires et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de considérer l'inventaire ci-joint comme définitif.

FAIT à Genève, le 6 mars 1947.

(Signé) S. LESTER.

(Signé) W. MODEROW.

INVENTAIRE

	Francs suisses
1) Secrétariat et Salle des Assemblées . . . . .	38.742.999,43
2) Bâtiment de la Bibliothèque . . . . .	Néant
3) Propriétés de la Société des Nations, d'une superficie de 203.446 m <sup>2</sup> , comprenant quatre villas et d'autres constructions . . . . .	2.889.453,45
4) Mobilier, installations diverses, machines à écrire, etc., pour l'usage du Secrétariat, y compris les bureaux auxiliaires <sup>1</sup> , et les autres bâtiments à Genève:	
Total selon les inventaires . . . . .	3.332.922,61
A déduire:	Francs suisses
a) Montants inclus sous Secrétariat . . . . .	1.454.080,45
b) Montants relatifs à des comptes extra-budgétaires (Don Rockefeller) . . . . .	25.782,99
c) Montants relatifs au Fonds de Dotation de la Bibliothèque . . . . .	4.514,15
	<u>1.484.377,59</u>
5) Mobilier, installations diverses, machines à écrire, etc., pour l'usage de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye . . . . .	1.848.545,02
6) a) Stocks de papeterie, papier d'impression, fournitures de bureau et matériel à Genève et auprès des bureaux auxiliaires . . . . .	199.810,55
b) Publications à Genève et auprès des bureaux auxiliaires . . . . .	132.625,54
7) Livres, stocks de papeterie, papier d'impression et publications, fournitures de bureau et matériel de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye . . . . .	400.000,—
8) Dons . . . . .	55.562,35
9) Bibliothèque: Livres, etc., à Genève . . . . .	Néant
10) Archives de la Société des Nations et de la Cour permanente de Justice internationale . . . . .	1.925.572,95
	—
TOTAL . . . . .	<u><u>46.194.569,29</u></u>

FAIT à Genève, le 6 mars 1947.

(Signé) S. LESTER.

(Signé) W. MODEROW.

<sup>1</sup> Y compris les bureaux de Londres, Princeton, Washington, New-Delhi, mais à l'exclusion de ceux de Paris et de Singapour

## ANNEXE 6

RELEVÉ DES CONTRIBUTIONS REÇUES AU COURS DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 30 AVRIL 1947,  
ET DES CONTRIBUTIONS RESTÉES IMPAYÉES A LA DATE DU 30 AVRIL 1947

Etats	Exercice financier Financial period	Dette au 1 <sup>er</sup> janvier 1947 — Debt on January 1st, 1947			Montant payé en 1947 Amount paid in 1947	Montant annulé en 1947 Amount cancelled in 1947	Solde dû au 30 avril 1947 Balance due as at April 30th, 1947		State (French alphabetical order)
		Arriérés Arrears	Contributions consolidées Consolidated contributions	Total			Francs suisses Swiss francs	Francs-or Gold francs	
		Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs			Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs	
1. Albanie . . .	1939-1940	49 234.30		49 234.30			49 234.30	34 823.75	Albania
2. Argentine . .	1940-1946	2 171 875.08		2 171 875.08	2 171 875.08		—	—	Argentina
3. Autriche . . .	1938	63 931.20		63 931.20			63 931.20	45 218.93	Austria
4. Belgique . . .	1946	49 161.06		49 161.06			49 161.06	34 771.93	Belgium
5. Bolivie <sup>1</sup> . . .	1929-1933, 1935, 1945-1946	147 388.52	47 291.20	194 679.72			194 679.72 <sup>2</sup>	137 698.20 <sup>2</sup>	Bolivia <sup>1</sup>
6. Bulgarie . . .	1933-1935, 1939-1946	824 331.30	165 669.60	990 000.90			990 000.90	700 234.09	Bulgaria
7. Colombie . . .	1939-1946	1 019 111.40		1 019 111.40			1 019 111.40	720 824.16	Colombia
8. Cuba . . . . .	1930-1934, 1938-1946	1 212 488.45	287 842.80	1 500 331.25	566 613.55	933 717.70 <sup>3</sup>	—	—	Cuba
9. Egypte . . . .	1941-1946	1 940 480.11		1 940 480.11	1 940 480.11		—	—	Egypt
10. Equateur <sup>1</sup> . .	1936-1942, 1944-1946	293 338.46		293 338.46	89 784.26 <sup>4</sup>	201 646.72 <sup>3</sup>	1 907.48 <sup>1</sup>	1 349.17 <sup>1</sup>	Ecuador <sup>1</sup>
11. Espagne . . . .	1939-1941	2 260 267.85		2 260 267.85			2 260 267.85	1 598 702.22	Spain
12. Estonie . . . .	1940	53 384.95		53 384.95			53 384.95	37 759.54	Estonia
13. Ethiopie . . . .	1945-1946	43 990.60		43 990.60			43 990.60	31 114.84	Ethiopia
14. Haïti . . . . .	1941-1944	57 250.35		57 250.35			57 250.35	40 493.52	Haiti
15. Hongrie . . . .	1933-1935, 1940-1941	162 120.26	248 136.84	410 257.10			410 257.10	290 177.58	Hungary
16. Irak . . . . .	1946	115 132.08		115 132.08	115 132.08		—	—	Iraq
17. Iran . . . . .	1939-1946	150 211.63		150 211.63	150 211.63		—	—	Iran
18. Lettonie . . . .	1940	34 171.65		34 171.65			34 171.65	24 169.82	Latvia
19. Libéria . . . .	1932-1936, 1940-1946	190 933.06	35 731.80	226 664.86			226 664.86	160 321.53	Liberia
20. Lithuanie . . .	1940	44 953.10		44 953.10			44 953.10	31 795.63	Lithuania
21. Luxembourg . .	1946	38 377.35		38 377.35	38 377.35		—	—	Luxemburg
22. Mexique . . . .	1938-1946	2 615 292.72		2 615 292.72			2 615 292.72	1 849 813.56	Mexico
23. Nicaragua . . .	1934-1937		19 349.95	19 349.95	465.30		18 884.65	13 357.25	Nicaragua
24. Panama . . . .	1936-1946	156 468.18		156 468.18	156 468.18		—	—	Panama
25. Paraguay . . . .	1920, 1927, 1929-1937	381 711.70		381 711.70			381 711.70	269 987.18	Paraguay
26. Pérou . . . . .	1929-1934, 1939-1941	288 242.50	1 218 796.85	1 507 039.35			1 507 039.35	1 065 938.85	Peru
27. Portugal . . . .	1946	307 018.87		307 018.87			307 018.87	217 156.45	Portugal
28. Roumanie . . .	1940-1942	769 574.80		769 574.80			769 574.80	544 325.27	Roumania
29. Siam . . . . .	1940-1946	897 470.05		897 470.05	604 095.39	293 374.66 <sup>3</sup>	—	—	Siam
	Total . . . . .	16 337 911.58	2 022 819.04	18 360 730.62	5 833 502.93 <sup>4</sup>	1 428 739.08 <sup>3</sup>	11 098 488.61	7 850 033.47	

<sup>1</sup> Bien que la totalité des paiements prévus dans les arrangements intervenus avec les Gouvernements de la Bolivie (1945-1946) et de l'Equateur (1946) n'ait pas été effectuée, le relevé ci-dessus reflète le résultat de ces arrangements.

<sup>2</sup> La Bolivie a fait connaître son intention de régler ce solde au début du mois de mai 1947.

<sup>3</sup> Montant annulé conformément à l'arrangement qui fut approuvé par le Comité de liquidation.

<sup>4</sup> Y compris un versement de 24.514,26 francs suisses effectué en 1946 directement au Bureau international du Travail.



50/44023/43844

71

C. 4. M. 4. 1947.

Geneva, May 1st, 1947.

LEAGUE OF NATIONS

**Board of Liquidation**

**FOURTH INTERIM REPORT**

(covering the period March 1st — April 30th, 1947)

CONTENTS

	Page
INTRODUCTORY REMARKS . . . . .	2
<i>Chapter 1.</i> — TRANSFERS EFFECTED SINCE FEBRUARY 28TH, 1947:	
I. Assets, Funds, etc., transferred . . . . .	3
II. Staff transferred on the Cessation of League Activities . . . . .	4
<i>Chapter 2.</i> — TRANSFERS PENDING AS AT APRIL 30TH, 1947:	
Assets, Funds, etc.:	
A. Transfers to the United Nations awaiting completion . . . . .	4
B. Transfers to the International Labour Organisation awaiting completion. . . . .	4
<i>Chapter 3.</i> — NON-TRANSFERABLE SERVICES, FUNDS, ETC., LIQUIDATED SINCE FEBRUARY 28TH, 1947:	
Nansen Office. . . . .	5
<i>Chapter 4.</i> — STAFF QUESTIONS:	
(a) Secretariat Staff Situation . . . . .	6
(b) Indemnities to the Staff of the High Commissioner for Refugees . . . . .	6
<i>Chapter 5.</i> — CLAIMS . . . . .	6
<i>Chapter 6.</i> — FINANCIAL QUESTIONS:	
(a) Liquidation Expenses for 1947 . . . . .	7
(b) Audited Accounts and Reports by the Auditor . . . . .	7
(c) Position of Contributions received in the period January 1st-April 30th, 1947, and Contributions outstanding as at April 30th, 1947 . . . . .	7



*List of Annexes.*

	Page
1. Note on the Transfer of the Working Capital Fund to the International Labour Organisation . . . . .	8
2. Protocol concerning the Transfer of the Custody of the International Press House Fund . . . . .	9
3. Protocol concerning the Transfer of the Library Endowment Fund . . . . .	10
4. Correspondence with the United Nations concerning the Care and Disposal of League Archives . . . . .	12
5. Provisional Protocol concerning the Final Schedule to the "Common Plan" . . . . .	14
6. Statement of Contributions received during the period January 1st to April 30th, 1947, and of Contributions outstanding as at April 30th, 1947 . . . . .	15

---

INTRODUCTORY REMARKS

When the Board communicated to the Governments its Third Interim Report <sup>1</sup> under date of March 1st, 1947, it was in the expectation that its next quarterly report would be the final document announcing the completion of the Liquidation and declaring the Board dissolved. This has not proved possible. There have been technical difficulties in the transfer of certain assets and funds to the United Nations and the International Labour Organisation which are in process of being overcome. Moreover, contributions in arrears are still being received in response to the action taken by the Board. In the month of April, a sum of 3,458,318.55 Swiss francs was received, and certain Governments which have made arrangements for discharging their obligations but have not yet paid have intimated their intention of remitting at an early date the amounts due by them to the League.

In view of the continuance of the work of liquidation, the Board has thought fit to present to Governments a fourth progress report for the period March 1st-April 30th, 1947.

The Board held a further series of meetings from April 10th-22nd, 1947. Two members of the Board—Mr. F. T. Cheng and Mr. S. Jacklin—were unable to be present. At these meetings, as will be seen from the present report, a number of questions were finally disposed of. In all the matters still outstanding, such as the conditions for the transfer to the International Labour Organisation of the Staff and the Judges' Pensions Funds, substantial progress has been made.

---

<sup>1</sup> The First, Second and Third Interim Reports, to which reference is invited in connection with the present report, were issued as documents C.83.M.83.1946, C.89.M.89.1946 and C.3.M.3.1947, respectively.

CHAPTER 1

TRANSFERS EFFECTED SINCE FEBRUARY 28TH, 1947<sup>1</sup>

I. ASSETS, FUNDS, ETC., TRANSFERRED

Object	To whom transferred	Date of transfer
Working Capital Fund . . . . .	International Labour Organisation	April 10th, 1947

Transferred in accordance with the following resolution adopted by the Assembly on April 18th, 1946:

“ Subject to the maintenance of the existing rights to repayment of the States which own shares therein, the whole balance of the Working Capital Fund shall be transferred to the International Labour Organisation for use as working capital.”

(See First Interim Report, document C.83.M.83.1946, Annex 1, para. 20, page 11.)

A note on the transfer of the Working Capital Fund to the International Labour Organisation will be found in Annex 1.

International Press House Fund (Custody of the Fund)	United Nations	April 15th, 1947
--	----------------	------------------

Transferred in accordance with the recommendation of the Supervisory Commission, approved by the Assembly in its resolution of April 18th, 1946, (see Report of the Supervisory Commission on the Work of the 100th Session, document A.19.1946.X, Appendix, Section V, sub-section 11).

The text of the Protocol concerning the transfer of the custody of the Fund, signed on April 11th, 1947, is given in Annex 2.

Library Endowment Fund . . . . .	United Nations	April 15th, 1947
----------------------------------	----------------	------------------

Annex 3 contains the text of a protocol, signed on April 14th, 1947, concerning the transfer to the United Nations of the Library Endowment Fund. To the protocol are attached provisional rules for the administration of the Fund after the latter has passed into the keeping of the United Nations. In approving the protocol and provisional rules, the Board notes with satisfaction that the Fund and the income accruing from it will continue to be utilised in accordance with the intentions of the generous donator, Mr. John D. Rockefeller, Jr.

The final balance of the Fund, after the addition of the balance of the Library Building Fund, which was constituted exclusively from League budgets, will be indicated in the Board's final report.

The provisional rules of the administration of the Fund require the confirmation of the Secretary-General of the United Nations, which is expected shortly.

Renovation Fund (share in) . . . . .	International Labour Organisation.
--------------------------------------	------------------------------------

The Board authorised the Secretary-General to transfer to the International Labour Organisation, in accordance with paragraph 13 (1) of the Assembly resolution of April 18th, 1946, its share in the *Renovation Fund* calculated in the proportion of the costs of construction of the Secretariat and International Labour Office buildings. The amount thus transferred will be shown in the Board's final report. The balance will be paid into League general funds.

Archives of the League of Nations . . . . .	United Nations.
---	-----------------

As was stated in the previous reports, the archives of the League were formally transferred to the United Nations on August 1st, 1946, in accordance with the requirements of the “ Common Plan ”, but certain questions connected with the care and disposal of the archives were reserved for discussion between the two Administrations.

Conversations on the subject took place at Geneva in February last and led to an arrangement which, it is thought, will at once ensure the preservation of the archives as historical records and satisfy the need of the United Nations to consult them for the purposes of its current work in continuation of those League activities which it has assumed.

The details of the arrangement are indicated in Annex 4.

<sup>1</sup> Transfers effected prior to March 1st, 1947, are enumerated in the First, Second and Third Interim Reports.

## II. STAFF TRANSFERRED ON THE CESSATION OF LEAGUE ACTIVITIES

Since the last report was published, one official of the First Division has left the Secretariat to take up an engagement with the United Nations.

### CHAPTER 2

#### TRANSFERS PENDING AT APRIL 30TH, 1947

##### ASSETS, FUNDS, ETC.

###### A. *Transfers to the United Nations awaiting completion.*

###### (a) *Assets the valuation of which is still pending.*<sup>1</sup>

The Secretary-General of the League and the Director of the United Nations European Office, representing the Secretary-General of the United Nations, signed on March 6th, 1947, a provisional protocol concerning the valuation of some of the assets which were transferred to the United Nations in virtue of the "Common Plan" and the final valuation of which had been reserved.

The text of the Provisional Protocol is reproduced in Annex 5.

The final valuation of the League's assets transferred to the United Nations in virtue of the "Common Plan" has been agreed at 46,194,569.29 Swiss francs. This represents a decrease of 1,436,949.32 Swiss francs as compared with the valuation shown in the provisional schedule<sup>2</sup> annexed to the "Common Plan" approved by the United Nations General Assembly on February 12th, 1946, and an increase of 489,936.43 Swiss francs over the estimate given in the amended schedule<sup>3</sup> approved by the Final Assembly of the League.

The principal changes in the valuations shown in the first (provisional) schedule<sup>2</sup> attached to the "Common Plan" are as follows:

The value put upon the Secretariat building and Assembly Hall is increased by 189,085.40 Swiss francs, mainly on account of work to complete the Assembly Hall undertaken on the Board's instructions and the settlement of the two arbitration cases mentioned in the Third Interim Report (page 9).

The value of the item "Furniture, fittings, typewriters, etc., for the use of the Secretariat", has been reduced by 52,248.66 Swiss francs, while the same item in the case of the Permanent Court of International Justice has been reduced by 78,204.65 Swiss francs.

The original estimate for the value of stocks of publications has been increased from 50,000 Swiss francs to 400,000 Swiss francs. This involves a total increase in Item (6) of the Revised Schedule amounting to 332,968.29 Swiss francs. In this connection, it should be pointed out that, when the "Common Plan" was prepared in London in the early part of 1946, the data for an accurate estimate under this heading were not available. Against this increase has to be set off a reduction in the value of "Books, stationery, etc., for the Court at The Hague", amounting to 236,033.65 Swiss francs.

Finally, on the basis of a re-examination by the two Administrations, the item "Books in the Library at Geneva" shows a reduction of 1,592,516.05 Swiss francs as compared with the figure given in the first (provisional) schedule, books which had been obtained by an exchange or as a gift being transferred free of cost.

The Board has given its approval to the provisional protocol and revised schedule and expresses the hope that the confirmation of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions and of the Secretary-General of the United Nations, which is required under the protocol, may be received at an early date.

###### (b) *Extra-budgetary Funds.*<sup>4</sup>

*Léon Bernard Fund; Darling Foundation.* — The negotiations for the transfer of the management of these two funds are nearing completion.

###### B. *Transfers to the International Labour Organisation awaiting completion.*

###### *Staff Pensions Fund and Judges' Pensions Fund.*

The negotiations with the International Labour Organisation on the appropriate financial provision to be made to strengthen the Staff and Judges' Pensions Funds from League monies in order to place them in a satisfactory position before transfer are being actively continued.

<sup>1</sup> See footnotes 4 and 5 of the Schedule attached to the "Common Plan", which is reproduced in the First Interim Report, Annex 1, Appendix, page 13.

<sup>2</sup> See document A.8.1946.X.

<sup>3</sup> See document A.5.1946.X, reproduced in the Appendix to the Report of the Second (Finance) Committee to the Final Assembly (document A.32(1).1946.X).

<sup>4</sup> The Supervisory Commission's recommendation, approved by the Assembly on April 18th, 1946, as to the disposal of these funds will be found in the Commission's Report on the Work of its 100th Session (document A.19.1946.X, pages 7-8).

The Board considered that it would greatly assist not only themselves but also the International Labour Organisation in reaching a prudent decision in this matter if it were to consult persons generally recognised as authorities in the banking and business world. It accordingly approached the members of the Staff Pensions Fund Investments Committee, who, it is understood, have been requested by the International Labour Organisation to continue to serve in the same capacity after the transfer has taken place. Two of the members, Comte de Chalendar and Colonel Maxwell, were good enough to come to Geneva and give the Board the benefit of their advice.

It is hoped that the results of this consultation, which are being communicated to the International Labour Organisation, will afford a solid basis for the definite assumption of responsibility for the Fund by that Organisation at the Governing Body's next meeting in June 1947.

As regards the Judges' Pensions Fund, consultations with the International Labour Organisation are also continuing in the light of independent expert advice which has been obtained.

---

### CHAPTER 3

#### NON-TRANSFERABLE SERVICES, FUNDS, ETC., LIQUIDATED SINCE FEBRUARY 28TH, 1947<sup>1</sup>

##### *Nansen Office.*

The League of Nations Assembly having finally decided in 1938 that the Nansen International Office for Refugees should cease its activities on December 31st, 1938, the Office has been in liquidation since 1939. The circumstances attending this liquidation are described in a final report submitted by the Liquidator, M. de Verchère de Reffye, to the League Liquidation Board on April 15th, 1947. The report shows that the liquidation of the Office may now be considered as terminated.

In conformity with the resolution adopted by the Twenty-first and Final Assembly of the League, the Liquidation Board had taken action to ensure that the winding-up of the Office, for which the League of Nations has no responsibility, should be terminated prior to the completion of the Board's own work. At a meeting in February 1947, the Board heard a statement by M. de Reffye and on February 18th adopted a decision, the text of which is reproduced in Chapter 4 of its Third Interim Report.<sup>2</sup>

With the liquidation of the Nansen Office itself, M. de Reffye's main task comes to an end. The costs of liquidation have been, and may for a short while continue to be, charged against the Administrative Fund allocated by the League to the Liquidator for this purpose. The balance will be returned by him to the League.

M. de Reffye, in his statement last February to the Liquidation Board, pointed out that the winding-up of the Nansen Office had been delayed by the difficulties with which he was faced in connection with the liquidation of the Autonomous Near East Fund, created for the settlement of Armenian refugees in Syria and the Lebanon.

In accordance with its decision of February 18th, 1947, the Board took note of M. de Reffye's statement and also of his scheme for the winding-up of the Autonomous Fund. This scheme made a sharp distinction between the liquidation of the Fund and that of the Nansen Office proper, so that any difficulties encountered in connection with one would not interfere with the completion of the other. As was clearly brought out in the above-mentioned decision, the League has no responsibility whatever in respect of the winding-up of the Near East Fund. M. de Reffye's scheme appears to have taken account of all the interests involved. With the support of the Syrian and Lebanese Governments, the winding-up of the Fund will doubtless be achieved under the best possible conditions. M. de Reffye has consented, after the liquidation of the Nansen Office itself, to remain at the disposal of the parties concerned in order to give them the benefit of his long experience, in completing a task in which he has shown such keen interest. The final report on the winding-up of the Near East Fund, which must, it seems, inevitably take some time longer, will be submitted to the creditors of the Fund by M. de Reffye who, in this connection, will have the assistance of the Board of Liquidation of the Nansen Office, which was set up by his predecessor, Judge Hansson, who died in 1944, and the membership of which was renewed by M. de Reffye in 1947 for the purpose of winding up the Fund. In virtue of the powers held by the Liquidator under a resolution of the Governing Body of the Nansen Office adopted on November 25th, 1938, M. de Reffye has delegated M. Abdallah Ishac, a Lebanese barrister, legal consultant to the Lebanese Legation in Paris, a former Deputy for Beirut, and also a member of the Nansen Office's Liquidation Board, to supervise the work. M. Ishac, who accompanied M. de Reffye on the latter's visit to Geneva to present his final report on the liquidation of the Nansen Office, will go to the Near East for this purpose. The expenditure involved in the winding-up of the Near East Fund will be borne by the Fund itself.

---

<sup>1</sup> Services, funds, etc., liquidated prior to May 1st, 1947, are enumerated in the Board's First, Second and Third Interim Reports.

<sup>2</sup> Document C.3.M.3.1947, page 6.

No remuneration is provided for the post of liquidator of the Nansen Office. M. de Reffye's predecessor, Judge Hansson, received, however, a monthly indemnity when staying in Paris on business connected with the liquidation of the Office and the Board feels that some recognition is due to M. de Reffye for the tireless devotion he has displayed in carrying out his task. It has therefore recommended that he should receive a lump-sum indemnity of 3,000 Swiss francs, the amount to be charged against the balance of the Administrative Fund.

CHAPTER 4

STAFF QUESTIONS

(a) *Secretariat Staff Situation.*

The following table shows the progressive reduction of the Secretariat staff since June 1st, 1946:

	1946			1947	
	June 1st	Aug. 1st	Nov. 30th	Feb. 28th	April 30th
Principal Officers . . .	4	3	2	2	2
1st Division . . .	37	22	6	5	4
2nd Division . . .	97	50	17	13	13
3rd Division . . .	21	1	—	—	—
Not classified . . .	87	—	—	—	—
	246	76	25	20	19

The above figures comprise all staff on the Secretariat pay-roll, including those engaged on the work of liquidation.

The right-hand column includes one official of the First and one of the Second Division who were transferred on January 1st, 1947, to the International Labour Office but are temporarily seconded back to the Secretariat for the work of liquidation.

(b) *Indemnities to the Staff of the High Commissioner for Refugees.*

In a letter of September 10th, 1946, the High Commissioner requested the Liquidation Board to apply to his staff the resolution adopted by the Assembly on April 18th, 1946, with regard to indemnities to the Secretariat staff. In the list submitted for this purpose there appeared the names of the High Commissioner's Delegate-General and Deputy Delegate-General in Paris, and those of four secretaries working under them.

Although the High Commissioner and his staff were not governed by the Secretariat Staff Regulations and the Assembly's decision concerning the Secretariat staff is therefore not strictly applicable to them, the Board, after hearing a statement by the High Commissioner, Sir Herbert Emerson, at its meeting on February 13th, 1947, and further explanations by the Deputy High Commissioner, Dr. G. Kullmann, on April 22nd, 1947, decided on grounds of equity and in recognition of the devotion and zeal displayed by the persons concerned during the most difficult periods of the war and after, to extend to them the benefits accorded by the Assembly to officials of the Secretariat upon the terms recommended by the Supervisory Commission in its report on the work of its 99th Session.<sup>1</sup>

The amount involved will be shown in the Board's final report.

CHAPTER 5

CLAIMS

A number of claims against the League have been disposed of, in accordance with the Board's practice, on the basis of the legal rights of the claimants.

<sup>1</sup> Document A.14.1946.X, Section B.

CHAPTER 6

FINANCIAL QUESTIONS

(a) *Liquidation Expenses for 1947.*

The Board has authorised the Secretary-General to continue to incur expenses in connection with the liquidation of the League for the month of June 1947 in the same monthly proportion as that approved for the previous months of the year<sup>1</sup>, with the adjustments made necessary in the salaries credit, with effect from April 1st, 1947, in order that the salaries of the Board's staff may be correlated to those now paid by comparable organisations in Geneva.

(b) *Audited Accounts and Reports by the Auditor.*

- (i) *Audited Accounts of the League for the 28th Financial Period (1946) and Report thereon by the Auditor (document C.2.M.2.1947.X).*

The Board examined, in consultation with the Auditor, and approved the Audited Accounts of the League for 1946 which will be distributed to Governments under separate cover.

- (ii) *Audit of the Final Accounts of the Humanitarian Fund and of the Fund for the Settlement of Saar Refugees, placed at the disposal of the High Commissioner for Refugees, as from January 1st, 1946, and Report thereon by the Auditor.*

The Board examined, in consultation with the Auditor, and approved the final accounts of the High Commissioner's Humanitarian Fund and Fund for the Settlement of Saar Refugees, as from January 1st, 1946. As was stated in the Third Interim Report, Chapter 1, page 3, the balances of these two Funds were transferred, on December 31st, 1946, to the Intergovernmental Committee on Refugees, for subsequent transfer to the International Refugees Organisation. The balances amounted on December 31st last to:

	Swiss francs
(a) Humanitarian Fund . . . . .	238,665.28
(b) Saar Fund . . . . .	45,999.19

- (iii) *Audited Accounts of the Nansen International Office for Refugees in liquidation, up to April 17th, 1947, and Report thereon by the Auditor.*

The Board took note of the Auditor's Report on these accounts. The final balance of the Administrative Fund, which was established by contributions from the League budget, will be refunded to the League. The amount involved will be indicated in the Board's final report.

- (iv) *Audited Accounts of the International Relief Union for the Financial Period 1946, and Report thereon by the Auditor.*

The Board took note of the Auditor's Report on these accounts. It has been informed by the Acting Secretary-General of the Union that the question of the revision of the Convention of July 12th, 1927, establishing the Union, and of the Statute annexed thereto, in consequence of the dissolution of the League of Nations, will be placed before the IVth General Council of the Union which will meet at Geneva on July 1st, 2nd and 3rd, 1947.

- (v) *Audited Accounts of the International Institute of Intellectual Co-operation for the period January 1st, 1946, to April 12th, 1947, and Report thereon by the Auditor.*

The Board took note of the Auditor's Report on these accounts.

(c) *Position of Contributions received in the period January 1st-April 30th, 1947, and Contributions outstanding as at April 30th, 1947.*

A statement of contributions received since the publication of the Third Interim Report, and of contributions outstanding as at April 30th, 1947, will be found in Annex 6. As the statement shows, contributions continue to be received, but a few States have not yet been able to comply with the request made in the Board's last report for the payment of their arrears by March 15th last. Correspondence is actively proceeding with those still in arrear.

As required by the Assembly's resolution of April 18th, 1946, paragraph 6, States which have failed at the completion of the liquidation to discharge their obligations to the League will be named in the Board's final report as being in default.

<sup>1</sup> See Second Interim Report, Chapter 8 (a), page 5.

ANNEX 1

NOTE ON THE TRANSFER OF THE WORKING CAPITAL FUND  
TO THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION

1. The Supervisory Commission, in its Report on the Work of its 100th Session (document A.19.1946.X) made the following recommendation to the Twenty-first and Final Session of the Assembly:

“ The Commission recommends that, as the Working Capital Fund was established for the use of the International Labour Organisation as well as for the other organisations of the League, the whole of the amount of the credits of Member States in good financial standing with the League on the date of liquidation shall be transferred to the International Labour Organisation, that Organisation accepting liability towards such Member States in respect of their credits on the same lines as have hitherto been followed by the League.”

2. On April 18th, 1946, the Assembly of the League of Nations adopted the following resolution:

“ Subject to maintenance of the existing rights to repayment of the States which own shares therein, the whole balance of the Working Capital Fund shall be transferred to the International Labour Organisation for use as working capital.” (See document A.32.(1).1946.X, page 15.)

3. According to the audited accounts of the League for the year 1946 (see document C.2.M.2.1947.X), the balance of the Fund amounted, as at December 31st, 1946, to Swiss francs 3,728,982.85.

It was transferred on April 10th, 1947, to the International Labour Organisation, that Organisation now being liable towards the Member States holding a share in the Fund.

4. *Statement showing the Credit Share in the Working Capital Fund belonging to States Members of the League of Nations as at April 10th, 1947.*

	Swiss Francs	Gold Francs
1. Union of South Africa . . . . .	352,443.20	249,285.39
2. Australia . . . . .	373,179.50	263,952.28
3. Belgium . . . . .	222,776.75	157,571.38
4. United Kingdom . . . . .	496,656.45	351,288.34
5. Canada . . . . .	390,144.60	275,951.83
6. Denmark . . . . .	152,287.70	107,714.08
7. India . . . . .	446,218.55	315,613.31
8. Ireland . . . . .	9,412.55	6,657.56
9. Norway . . . . .	150,307.40	106,313.40
10. New Zealand. . . . .	57,750.40	40,847.24
11. Netherlands . . . . .	218,925.25	154,847.30
12. Portugal . . . . .	147,385.85	104,246.98
13. Sweden . . . . .	228,431.65	161,571.22
14. Switzerland . . . . .	222,776.65	157,571.38
15. Czechoslovakia . . . . .	260,286.35	184,102.23
	<hr/>	<hr/>
Total of the Fund . . . . .	3,728,982.85	2,637,533.92
	<hr/>	<hr/>

ANNEX 2

PROTOCOL CONCERNING THE TRANSFER OF THE CUSTODY OF THE INTERNATIONAL PRESS HOUSE FUND

Mr. SEAN LESTER, Secretary-General of the League of Nations, and M. WŁODZIMIERZ MODEROW, Director of the European Office of the United Nations representing the Secretary-General of the United Nations:

Whereas the Assembly of the League of Nations adopted on April 18th, 1946, at its twenty-first and final session, a decision whereby the United Nations, provided that Organisation has a branch in the League of Nations buildings at Geneva, should be requested to accept the custody of the International Press House Fund (hereinafter called "the Fund"), which was established by contributions from certain States Members of the League of Nations and from the Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations for the erection of an International Press House at Geneva; and

Whereas the Secretary-General of the United Nations has agreed to accept in place and in lieu of the Secretary-General of the League of Nations the custody of the Fund in the interest of the Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations; and

Whereas by letter of March 20th, 1947, the President of the Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations has requested the Secretary-General of the League of Nations to transfer the custody of the Fund to the Secretary-General of the United Nations, to hold on the conditions and terms on which it has hitherto been held by the Secretary-General of the League of Nations;

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

1. The transfer of the custody of the International Press House Fund from the Secretary-General of the League of Nations to the Secretary-General of the United Nations shall take place on April 15th, 1947, and the transfer of the balance remaining in the account of the Fund as at that date shall take place as soon as possible thereafter.

2. The Secretary-General of the United Nations shall act as custodian of the said Fund on behalf of the President of the Association internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations on the conditions and terms on which the custody of the Fund has hitherto been held by the Secretary-General of the League of Nations.

3. The administration and the control of the assets of the Fund shall be subject to the provisions of the Financial Regulations of the United Nations, and, in particular, of Regulation No. 23.

4. The Fund amounted, at March 31st, 1947, to 109,464.10 Swiss francs and was invested on that date in the following manner:

	Swiss francs
1. Gold deposit account (London) . . . . .	108,291.10
2. Swiss franc current account (Geneva) . . . . .	1,173.—
	<hr/>
Total . . . . .	109,464.10
	<hr/> <hr/>

DONE in duplicate at Geneva, April 11th, 1947.

(Signed) W. MODEROW.  
(Signed) SEAN LESTER.



ANNEX 3

PROTOCOL CONCERNING THE TRANSFER OF THE LIBRARY ENDOWMENT FUND

Mr. SEAN LESTER, Secretary-General of the League of Nations, and M. WŁODZIMIERZ MODEROW, Director of the European Office of the United Nations representing the Secretary-General of the United Nations:

Considering:

That Mr. John D. Rockefeller, Jr. made a gift to the League of Nations for the establishment of a library in an appropriate building which would be an integral part of the Palais des Nations at Geneva;

That, by a resolution of September 25th, 1929, the Assembly of the League of Nations accepted this gift by the means of which a Library Endowment Fund was created, and at the same time laid down rules for the administration and utilisation of this Fund;

That the Common Plan, approved by a resolution of the General Assembly of the United Nations of February 12th, 1946, and by a resolution of the Assembly of the League of Nations of April 18th, 1946, provided for the transfer to the United Nations by the League of Nations of the Library Building erected by the means of the said gift;

That, in pursuance to the said resolution of its Assembly, the Board of Liquidation of the League of Nations has decided on July 24th, 1946, that it is right and proper that the Library Endowment Fund which forms part of the said gift "shall be transferred to the United Nations subject to steps being taken to ensure that the object for which the said Fund was designed and its characteristic features be maintained";

That, at the Second Part of its First Session, the General Assembly of the United Nations has agreed to accept the Library Endowment Fund and authorised the Secretary-General to draw up, after consultation with the Secretary-General of the League of Nations, rules for the administration of the said Fund which would ensure it being earmarked permanently for the purpose for which it was given by Mr. John D. Rockefeller, Jr.;

AGREE THAT

(1) The transfer of the Library Endowment Fund to the United Nations shall be effected on April 15th, 1947, with effect as from August 1st, 1946;

(2) The transfer of the balance of the Library Building Fund which shall become part of the Library Endowment Fund shall be effected as soon as possible thereafter;

(3) On August 1st, 1946, the Library Endowment Fund consisted of securities the cost price of which amounted to Swiss francs 1,706,371.79 and of U.S. \$ 98,457.06 in cash; and that

(4) The administration, utilisation, and control of the Library Endowment Fund by the United Nations shall be governed by the Provisional Rules of the Administration of the Library Endowment Fund, the text of which is attached, and which have been agreed to by the parties hereto, or by such rules or regulations as the Secretary-General of the United Nations may issue in substitution of the said Provisional Rules and in accordance with the purpose of the said Fund.

DONE at Geneva, on April 14th, 1947.

(Signed) SEAN LESTER.

(Signed) W. MODEROW.

PROVISIONAL RULES OF THE ADMINISTRATION OF THE LIBRARY ENDOWMENT FUND

I. *Application of Rules.*

These rules shall govern the administration and control of the Library Endowment Fund transferred—in accordance with its decision of July 24th, 1946—by the Board of Liquidation of the League of Nations and accepted by the United Nations in accordance with a decision of its General Assembly taken at the Second Part of its First Session.

2. *Purposes of the Fund.*

The general purposes for which the Fund is established shall include:

(a) The custody and control of the investments and uninvested cash funds transferred by the League of Nations as at August 1st, 1946, together with such other sums derived from the League of Nations as may be designated for the purposes of the Library, and all gifts, bequests or other allocations of money or property which may from time to time be received for such purposes.

(b) The collection of income accruing to the Fund and the allocation of such income for the purposes of the Library.

3. *Capital and Investments.*

(i) The capital value of the Fund shall be established on the basis of the market value of the investments transferred as at August 1st, 1946, together with the total of all cash funds and other monetary rights transferred, converted into United States dollars at the mean rate of exchange for Swiss francs on August 1st, 1946. Gifts, bequests, and other allocations of money or property received by the Fund from other parties subsequent to August 1st, 1946, shall be added to the capital of the Fund and valued on the basis of the market value of the investments or other property received as at the effective date of the transfer to United Nations. Items expressed in other currencies shall be converted into United States dollars at the mean rate of exchange as at the transfer date. All investments purchased by the Fund shall be recorded at cost.

(ii) The capital of the Fund shall be invested by the Secretary-General in consultation with a Committee of three members who shall be appointed by the Secretary-General subject to confirmation by the General Assembly.

(iii) Additional investments (including the investment of income monies not currently required for Library purposes), and changes in investments may be made by the Secretary-General in consultation with the Committee subject always to the provisions of the Financial Regulations of the United Nations.

(iv) Any profit on sale or other disposition of investments shall be added to the capital of the Fund, and any loss on sale shall be charged against the capital of the Fund.

4. *Income and Expenditure.*

(i) The income of the Fund shall be used only for the purpose of the Library. The whole accumulated income of the Fund shall be available for such purposes as authorised in the Budget adopted by the General Assembly, and any balance of income not expended in any year shall be carried forward to the following year and remain available without limitation of time.

(ii) The Budget estimates annually submitted to the General Assembly shall show in sufficient detail all expenditure which it is proposed to meet from the income of the Fund in the year in question, and a proposed appropriation in aid from the said income equal to the total amount of such proposed expenditure. Such expenditures and appropriations shall be voted by the General Assembly.

(iii) If the appropriation made in any year is not utilised for the authorised purposes, the balance shall be retained in the Fund as unexpended income and remain available for future appropriations.

(iv) No monies may be withdrawn from the Fund except to meet expenditures actually incurred in accordance with the Budget.

5. *Accounts.*

(i) Separate accounts shall be maintained to record the capital and income transactions of the Fund, and the assets of the Fund shall be segregated from the general assets of United Nations as funds held in trust.

(ii) The annual accounts of the United Nations shall include in respect of the Library Endowment Fund:

(a) A statement as to the investment of the Fund,

(b) A statement showing the application of the income of the Fund against expenditures, which statements shall be audited in the same manner as the general accounts of the United Nations.

ANNEX 4

CORRESPONDENCE WITH THE UNITED NATIONS CONCERNING THE CARE AND DISPOSAL OF LEAGUE ARCHIVES.

I. LETTER FROM M. W. MODEROW TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE LEAGUE

United Nations, Geneva, February 24th, 1947.

In his cable to the Secretary-General of the United Nations of April 30th, 1946, Mr. Pelt suggested that the problem of the League of Nations archives should be discussed by a Joint Committee of the two administrations. The Joint Committee, consisting of yourself, for the League of Nations, and myself, M. B. A. Renborg, Chief of the Communications and Records Service, and Mr. Meurig Evans, for the United Nations, met this morning in your office, and discussed a memorandum on the subject, submitted by M. Renborg, copy of which is attached hereto.

The Joint Committee was unanimously of the opinion that the effective application in spirit and letter of the principles and procedure outlined in this note would afford the fullest possible safeguard for the preservation of the League of Nations archives as such while, at the same time, ensuring that the United Nations Secretariat would have proper access to any League of Nations files which might assist it in its work.

The procedure for transfer on pages 2 and 3 of the note is that already approved by Mr. Pelt, Assistant Secretary-General in charge of the Department of Conference and General Services. The rest of the note, particularly the parts dealing with methods for selection and with the question of Specialised Agencies, is subject to the approval of the Secretary-General of the United Nations. I am taking immediate steps to obtain this approval.

(Signed) W. MODEROW, Director representing the Secretary-General of the United Nations in Geneva.

EXTRACT<sup>1</sup> FROM NOTE CONCERNING TRANSFER TO UNITED NATIONS, LAKE SUCCESS, OF LEAGUE OF NATIONS REGISTRY FILES

General Principles.

League of Nations Registry files together with the documentation of the League constitute an irreplaceable and invaluable record of the history of international co-operation between the two world wars. In addition, they are to a large extent of great value to the work of the United Nations, and to such Specialised Agencies as have taken over or will take over certain activities which belonged to the League.

While on the one hand it is imperative that League of Nations Registry files be available at Geneva for consultation and study relating to the work performed by the League, it is on the other hand indispensable that certain files *after careful selection* be transferred to the United Nations at Lake Success to be at the disposal of the Departments concerned. It may also be necessary to put at the disposal of certain Specialised Agencies some files dealing with their particular subjects, also after careful selection.

From these premises emerge two main principles:

1. As few files as possible should be removed from the Palais des Nations at Geneva. If files are removed, measures must be taken safeguarding their being kept intact and separate from any other documentation, in order that at a future date all these files may again be reconstituted as a whole.

2. Such files as are needed at Lake Success for work which has been transferred from the League to the United Nations, or which may be indispensable to the work of the United Nations as being of valuable aid in regard to procedure, precedence, negotiations and history, should be transferred to Lake Success under the system which has been developed and which is described below.

Procedure for the Transfer of Files to Lake Success.

1. For the United Nations, Lake Success, the Chief of the Communications and Records Service is the competent and responsible official. No files are to be removed from the Registry at Geneva except on his instructions.

<sup>1</sup> Passages concerning arrangements of purely internal interest have been omitted from this extract.

2. On arrival at Lake Success, the files will be handed over to the Archives Section, which forms part of the Communications and Records Service, and there the files will be recorded and kept in custody. The Archives Section will make the files available to the competent departments and services as long as required by them. The Archives Section will be responsible for the preservation of the files in their original form and for keeping them segregated from all United Nations documentation and files.

3. Under no circumstances will the files be mutilated or anyone authorised to remove papers from the files. Each file will be provided with a printed slip in red to that effect.

4. The Registry Service at Geneva will keep a special record of all files transferred to Lake Success.

If, after transfer to Lake Success, it is found that groups of files or individual files are no longer required, such files should be returned to Geneva, in case they deal with questions of major importance in the history of the League.

The Chief of the Communications and Records Service will arrange for periodical reviews in order to decide whether such files are still required at Lake Success or should be sent back to Geneva.

.....  
*Specialised Agencies.*

The transfer of League files to Specialised Agencies should be negotiated with each Organisation concerned. It is suggested that the principles and procedure outlined above should, as far as possible, be adopted. If a Specialised Agency should be housed in the Palais des Nations, it is proposed that the League files concerning its activity remain in the custody of the United Nations but at the disposal of the Agency.

(Signed) Bertil A. RENBORG.

Geneva, February 24th, 1947.

II. LETTER FROM THE SECRETARY-GENERAL OF THE LEAGUE  
TO M. W. MODEROW

League of Nations,  
Geneva, February 27th, 1947.

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of February 24th enclosing the results of our discussions on the immediate future of the League of Nations' archives.

I concur in the opinion that the effective application in spirit and letter of the principles and procedures outlined should afford the necessary safeguards for the preservation of the League archives as such, while at the same time ensuring that the United Nations' staff would have full access to them to assist in the development of international work.

I note that part of the Agreement is still subject to the approval of the Secretary-General of the United Nations and it would be a convenience if this could be obtained by telegram.

As our letters will also form part of the understanding reached by the two Administrations, may I take the occasion to express the hope that, at an appropriate time in the future, the authorities of the United Nations might consider ways and means of causing the League archives to be so disposed that serious students of international affairs during the period would be enabled, with all proper precautions, to make use of them.

I attach an additional copy of this letter to facilitate its transfer to your Headquarters.

(Signed) S. LESTER,  
Secretary-General.

III. LETTER FROM M. W. MODEROW TO THE SECRETARY-GENERAL  
OF THE LEAGUE OF NATIONS.

United Nations,  
Geneva, March 17th, 1947.

In reply to your letter of February 27th regarding the immediate future of the League of Nations archives, I have the honour to inform you that I have just received from United Nations Headquarters, Lake Success, a telegram to the effect that the " procedure for the transfer of League Registry files, outlined in M. Renborg's note of February 24th, has been approved by the Secretary-General".

(Signed) W. MODEROW,  
Director representing the Secretary-  
General of the United Nations in  
Geneva.

ANNEX 5

PROVISIONAL PROTOCOL  
CONCERNING THE FINAL SCHEDULE TO THE "COMMON PLAN"

Mr. SEAN LESTER, Secretary-General of the League of Nations, and M. WŁODZIMIERZ MODEROW, Director of the United Nations Geneva Office, representing the Secretary-General of the United Nations

Note that:

in application of the "Common Plan", approved by a resolution of the General Assembly of the United Nations of February 12th, 1946, and by a resolution of the Assembly of the League of Nations of April 18th, 1946; and

in application of an Agreement concerning the Execution of the Transfer to the United Nations of Certain Assets of the League of Nations, entered into by the parties hereto on July 19th, 1946, and approved by a resolution of the General Assembly of the United Nations of December 7th, 1946, which authorises the Secretary-General of the United Nations to prepare a definite schedule for establishing a final valuation of these assets in consultation with the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions and the League authorities and states that such a Schedule, when agreed upon, shall be considered as final:

THEY HAVE AGREED that, subject to the approval of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions and of the Secretary-General of the United Nations, the Schedule attached hereto shall be considered as final.

DONE at Geneva, March 6th, 1947.

(Signed) S. LESTER.

(Signed) W. MODEROW.

SCHEDULE

	Swiss francs
(1) Secretariat building and Assembly Hall . . . . .	38,742,999.43
(2) Library Building . . . . .	Nil
(3) Real estate belonging to the League of Nations having an area 203,446 sq. metres and comprising four villas and other buildings . . . . .	2,889,453.45
(4) Furniture, fittings, typewriters, etc., for the use of the Secretariat, including the Branch Offices <sup>1</sup> , and for the other buildings in Geneva:	
Total according to the inventories . . . . .	3,332,922.61
To be deducted:	
(a) Amounts included under Swiss francs Secretariat building . . . . .	1,454,080.45
(b) Amounts in respect of extra-budgetary accounts (Rockefeller Grant) . . . . .	25,782.99
(c) Amounts in respect of the Library Endowment Fund . . . . .	4,514.15
	1,484,377.59
(5) Furniture, fittings, typewriters, etc., for the use of the Permanent Court of International Justice in The Hague	1,848,545.02
(6) (a) Stocks of stationery, printing paper and the office supplies and equipment in Geneva and Branch Offices	199,810.55
(b) Publications in Geneva and Branch Offices . . . . .	132,625.54
(7) Books, stocks of stationery, printing paper and publications, office supplies and equipment of the Permanent Court of International Justice in The Hague . . . . .	400,000.—
(8) Gifts . . . . .	55,562.35
(9) Library: Books, etc., in Geneva . . . . .	Nil
(10) Archives of the League of Nations and of the Permanent Court of International Justice . . . . .	1,925,572.95
	—
TOTAL . . . . .	46,194,569.29

DONE at Geneva, March 6th, 1947.

(Signed) S. LESTER.

(Signed) W. MODEROW.

<sup>1</sup> Including London, Princeton, Washington and New Delhi, but excluding Paris and Singapore.

ANNEX 6  
STATEMENT OF CONTRIBUTIONS PAID DURING THE PERIOD JANUARY 1ST—APRIL 30TH, 1947, AND OF CONTRIBUTIONS OUTSTANDING  
AS AT APRIL 30TH, 1947

Etats	Exercice financier Financial period	Dette au 1 <sup>er</sup> janvier 1947 — Debt on January 1st, 1947			Montant payé en 1947 Amount paid in 1947	Montant annulé en 1947 Amount cancelled in 1947	Solde dû au 30 avril 1947 Balance due as at April 30th, 1947		State (French alphabetical order)
		Arriérés Arrears	Contributions consolidées Consolidated contributions	Total			Francs suisses Swiss francs	Francs-or Gold francs	
		Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs			Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs	
1. Albanie . . .	1939-1940	49 234.30		49 234.30			49 234.30	34 823.75	Albania
2. Argentine . .	1940-1946	2 171 875.08		2 171 875.08	2 171 875.08		—	—	Argentina
3. Autriche . . .	1938	63 931.20		63 931.20			63 931.20	45 218.93	Austria
4. Belgique . . .	1946	49 161.06		49 161.06			49 161.06	34 771.93	Belgium
5. Bolivie <sup>1</sup> . . .	1929-1933, 1935, 1945-1946	147 388.52	47 291.20	194 679.72			194 679.72 <sup>2</sup>	137 698.20 <sup>2</sup>	Bolivia <sup>1</sup>
6. Bulgarie . . .	1933-1935, 1939-1946	824 331.30	165 669.60	990 000.90			990 000.90	700 234.09	Bulgaria
7. Colombie . . .	1939-1946	1 019 111.40		1 019 111.40			1 019 111.40	720 824.16	Colombia
8. Cuba . . . . .	1930-1934, 1938-1946	1 212 488.45	287 842.80	1 500 331.25	566 613.55	933 717.70 <sup>3</sup>	—	—	Cuba
9. Egypte . . . .	1941-1946	1 940 480.11		1 940 480.11	1 940 480.11		—	—	Egypt
10. Equateur <sup>1</sup> . .	1936-1942, 1944-1946	293 338.46		293 338.46	89 784.26 <sup>4</sup>	201 646.72 <sup>3</sup>	1 907.48 <sup>1</sup>	1 349.17 <sup>1</sup>	Ecuador <sup>1</sup>
11. Espagne . . . .	1939-1941	2 260 267.85		2 260 267.85			2 260 267.85	1 598 702.22	Spain
12. Estonie . . . .	1940	53 384.95		53 384.95			53 384.95	37 759.54	Estonia
13. Ethiopie . . . .	1945-1946	43 990.60		43 990.60			43 990.60	31 114.84	Ethiopia
14. Haïti . . . . .	1941-1944	57 250.35		57 250.35			57 250.35	40 493.52	Haiti
15. Hongrie . . . .	1933-1935, 1940-1941	162 120.26	248 136.84	410 257.10			410 257.10	290 177.58	Hungary
16. Irak . . . . .	1946	115 132.08		115 132.08	115 132.08		—	—	Iraq
17. Iran . . . . .	1939-1946	150 211.63		150 211.63	150 211.63		—	—	Iran
18. Lettonie . . . .	1940	34 171.65		34 171.65			34 171.65	24 169.82	Latvia
19. Libéria . . . .	1932-1936, 1940-1946	190 933.06	35 731.80	226 664.86			226 664.86	160 321.53	Liberia
20. Lithuanie . . .	1940	44 953.10		44 953.10			44 953.10	31 795.63	Lithuania
21. Luxembourg . .	1946	38 377.35		38 377.35	38 377.35		—	—	Luxemburg
22. Mexique . . . .	1938-1946	2 615 292.72		2 615 292.72			2 615 292.72	1 849 813.56	Mexico
23. Nicaragua . . .	1934-1937		19 349.95	19 349.95	465.30		18 884.65	13 357.25	Nicaragua
24. Panama . . . . .	1936-1946	156 468.18		156 468.18	156 468.18		—	—	Panama
25. Paraguay . . . .	1920, 1927, 1929-1937	381 711.70		381 711.70			381 711.70	269 987.18	Paraguay
26. Pérou . . . . .	1929-1934, 1939-1941	288 242.50	1 218 796.85	1 507 039.35			1 507 039.35	1 065 938.85	Peru
27. Portugal . . . .	1946	307 018.87		307 018.87			307 018.87	217 156.45	Portugal
28. Roumanie . . .	1940-1942	769 574.80		769 574.80			769 574.80	544 325.27	Roumania
29. Siam . . . . .	1940-1946	897 470.05		897 470.05	604 095.39	293 374.66 <sup>3</sup>	—	—	Siam
Total . . . . .		16 337 911.58	2 022 819.04	18 360 730.62	5 833 502.93 <sup>4</sup>	1 428 739.08 <sup>3</sup>	11 098 488.61	7 850 933.47	

<sup>1</sup> Although the full payments provided for in the arrangements made with the Governments of Bolivia (1945-1946) and Ecuador (1946) have not been effected, this statement reflects the result of these arrangements.

<sup>2</sup> Bolivia announced the settlement of this balance for the beginning of May 1947.

<sup>3</sup> Amount cancelled in accordance with the arrangement approved by the Board of Liquidation.

<sup>4</sup> Including payment of 24,514.26 Swiss francs made direct to the International Labour Office in 1946.